

Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2022 Pour FO Santé, le compte n'y est pas !

Les grandes lignes du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) ont été dévoilées le 24 septembre par les ministres de la Santé et des Comptes publics, dans l'attente de la présentation officielle du texte le 6 octobre.

Le déficit de la sécurité sociale s'élève à plus de 37 M€, en forte progression mais il est lié essentiellement aux dépenses supplémentaires de la crise Covid-19.

La Fédération des personnels des Services Public et de Santé (FO-SPS) s'inscrit complètement dans l'analyse de sa Confédération arguant que cette situation déficitaire résulte du choix politique de faire supporter une partie substantielle du coût de la crise sanitaire à la branche Maladie, durablement en déficit désormais, générant ainsi une dette sociale au lieu d'une dette Covid. Pourtant, la préparation et la réponse aux urgences sanitaires relèvent de l'État, lequel aurait dû ainsi faire jouer la solidarité nationale.

Concernant l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM), celui-ci est en augmentation de 2,7 % hors Ségur de la santé et hors dépenses Covid. Pour la Fédération FO-SPS, l'ONDAM proposé est, à quelque chose près, au niveau des budgets d'avant la crise sanitaire, ce qui est très insuffisant au regard des ambitions portées par le ministre de la Santé d'apporter du souffle aux secteurs, sanitaire, social et médico-social.

En effet l'abandon de la grande loi Grand Age « Autonomie et Dépendance » et le remplacement par les mesures annoncées par le Premier ministre de recruter, d'ici 2025, 10 000 personnels soignants supplémentaires dans les EHPAD ne sont pas à la hauteur des ambitions de ce secteur sous investi depuis des années. Ces emplois supplémentaires représentent à peine 1,4 équivalents temps plein par structure. Mais au regard de l'absentéisme, du nombre de contractuels, des glissements de tâches des ASH, du taux de sinistralité dans ces structures, c'est une goutte d'eau dans l'océan et très loin de notre revendication de 1 agent pour 1 résident. Il faudrait recruter au moins 100 000 agents pour atteindre cet objectif.

Concernant le secteur sanitaire, le manque d'attractivité lié, entre autres, aux conditions de travail déplorables dans les établissements, à la pénurie de lits nécessaires à une bonne prise en charge de la population et aux constats récurrents d'effectifs hospitaliers faméliques, ne pourra être pallié ni renforcé avec un ONDAM à + 2,7%.

Une fois de plus le gouvernement tente de maîtriser sa communication à l'égard de la population, mais ne leurre pas la Fédération FO-SPS. C'est pourquoi elle appelle l'ensemble de ses structures, militants et personnels de la FPH à mettre tout en œuvre pour réussir la journée de grève et de manifestation interprofessionnelle du 5 octobre 2021.